

Section viande bovine FRSEA

Les producteurs de viande fortement contributeurs

SELON que l'on est naisseur ou naisseur engraisseur, on ne voit pas les résultats du bilan de santé de la même façon.

Guy Hermouet* : Les éleveurs-naisseur avec une proportion d'herbe importante auront des retours plus conséquents qui devraient compenser les autres prélèvements prévus dans ce bilan de santé. Par contre, dans nos systèmes de l'Ouest où il y a beaucoup de naisseurs-engraisseurs, avec du maïs, les pertes de soutien seront lourdes : prélèvements sur la



Guy Hermouet.

Scop, sur les PMTVA, sur les PAB et peu de retour sur l'herbe. Les producteurs de viande seront fortement contributeurs.

Les groupes de travail nationaux pourraient-ils atténuer cet effet ?

Une enveloppe de 30 millions d'€ a été décidée par le ministre pour soutenir les surfaces fourragères autres que l'herbe. Nous travaillons pour un retour dans nos zones. Autre question : que fait-on de la deuxième partie de la PMTVA découpée, c'est-à-dire 12,5% ? Le ministre a demandé à la profession d'arbitrer : c'est un cadeau empoisonné...

Nous pensons qu'il faut accompagner davantage les systèmes engraisseurs qui génèrent de la valeur ajoutée et sont les plus pénalisés. Le plus simple serait sûrement que ce solde reste dans l'historique des exploitations.

Le débat sur les soutiens a pris beaucoup de place ces derniers temps.

La question centrale reste celle du prix de nos produits. Tout le monde doit se retrousser les manches sur cette question. C'est une meilleure organisation économique qui nous sauvera.

*Président de la section viande bovine FRSEA

Section porcine FRSEA

Privilégier le lien au sol

EN QUOI les producteurs de porcs sont-ils touchés par le bilan de santé de la Pac ?

Gérard Bourcier* : La production porcine en tant que telle ne bénéficie pas de soutiens de la Pac. Mais en Pays de la Loire, nous avons choisi de privilégier le lien au sol pour cette production : ainsi, la plupart des producteurs de porcs de la région ont des hectares de cultures. Les éleveurs de porc sont fortement contributeurs à travers les prélèvements sur tous les hectares de Scop mais sans aucun retour puisque nous n'avons aucun hectare d'herbe.

Y a-t-il des solutions ?

Notre première priorité est que le cours du porc augmente pour atteindre 1,6 € par kilo de façon durable.

Nous restons dans la logique où le prix de nos produits doit assurer notre revenu. Dans le cadre du bilan de santé, nous constatons que le lien au sol est reconnu pour certains alors qu'il n'est pas du tout pris en compte pour les éleveurs de porcs. Nous souhaitons donc faire reconnaître les hectares de céréales auto-consommées, y compris maïs grain.

*Président de la section porcine FRSEA



Gérard Bourcier.

Section ovine de la FRSEA

Les éleveurs doivent reprendre confiance

LES ÉLEVEURS d'ovins sont-ils satisfaits des réorientations de la Pac ?

Hubert Sureau* : Pour la première fois, dans l'histoire du syndicalisme ovin, on obtient ce que l'on demande. C'est que notre revendication était juste et réaliste : ces soutiens à l'UGB équivalent aux vaches allaitantes. Ceci a été obtenu grâce au travail de la FNO et de la FNSEA. Tous les responsables régionaux et



Hubert Sureau.

nationaux nous ont soutenus sans réserve. Nous apprécions cette solidarité interne au syndicalisme.

D'autres chantiers restent-ils ouverts ?

Les soutiens de la Pac ne sont rien sans le prix du produit et sans la performance technico-économique. Nous avons un travail important à faire pour améliorer la performance globale de la filière. Sur un plan individuel, la priorité est de renforcer les critères techniques. À l'échelle nationale,

la moyenne du nombre d'agneaux produits par brebis est d'environ 0,8, alors qu'à la région, il est de 1,2. Dans les meilleurs élevages, ce ratio est supérieur à 1,5. Augmentons la performance technique, nous améliorerons le revenu des producteurs. Cela suppose d'investir, de moderniser nos bâtiments et notre matériel. Les éleveurs doivent reprendre confiance.

*Président de la section ovine de la FRSEA

Section légumes de la FRSEA

Une aide directe à l'hectare

LES FRUITS et les légumes n'avaient pas d'aides directes Pac, cela va-t-il changer ?

Jean-Paul Douillard* : Oui, légèrement, puisque nous avons obtenu le principe d'une aide directe sur les hectares de légumes de plein champ. C'est une bonne nouvelle, dans la mesure où nos concurrents des autres pays européens en bénéficiaient déjà ; on réduit donc la distorsion de concurrence. Cependant, le montant de cette nouvelle aide sera plafonné à 100 €/ha. Cela ne sauvera pas les exploitations de légumes.

Le ministre a indiqué que 100 millions d'euros

iraient à la gestion des risques, notamment pour les fruits et légumes ; qu'en pensez-vous ?

Cela va dans le bon sens. On sait que la gestion des risques, de toutes sortes, est un enjeu d'avenir pour nos productions. Un gel, une grêle et c'est le revenu de l'année qui disparaît. Je suis donc satisfait de cette prise en compte, mais il faut attendre de connaître les modalités concrètes de mise en œuvre.

*Président de la section légumes de la FRSEA



Jean-Paul Douillard.

Section grandes cultures de la FRSEA

Il n'est pas question de se replier sur soi-même



Dominique Defay.

QUELLE est l'ambiance dans les campagnes à l'aube des semis de printemps ?

Dominique Defay* : Tout le monde se

pose des questions : que veut-on de nous ? Serons-nous encore là demain ? Les producteurs ont de plus en plus de mal à se situer : un jour les marchés sont au plus haut, le lendemain au plus bas. On leur dit de produire face aux risques de pénurie alimentaire et, peu après, le ministre annonce que la Pac ne les soutiendra plus comme avant. Il y a de quoi perdre la tête.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

Il n'est pas question de se replier sur soi-même, de jouer "l'individualisme céréalier". Au contraire, c'est dans les moments difficiles qu'il faut se serrer les coudes. Il ne faut pas oublier que les céréales nourrissent les animaux. On a tous besoin les uns des autres. Pour cette raison, je ne cautionne pas des actes ou des propos laissant à penser que certaines productions « profitent de l'argent des autres ».

Une chose est sûre : les choix sont faits et je préfère rebondir plutôt que m'apitoyer sur notre sort. D'abord, il s'agit de sauver ce qui est encore possible. Ainsi, je plaide pour que le solde des sommes issues du décou-

plage revienne au producteur dans leur DPU. Ensuite, il s'agit de travailler pour que les exploitations de grandes cultures puissent émerger à des mesures qui les intéressent : plan protéines, assurance récolte, fonds sanitaire, mesure rotationnelle ou encore énergies renouvelables. Enfin, il ne faut pas oublier la composante principale du revenu : les prix de nos produits. Il faut les améliorer et les sécuriser. Je crois ainsi beaucoup à la contractualisation. La section régionale demandera d'ailleurs prochainement une rencontre avec les OS à ce sujet.

PROPOS RECUEILLIS
PAR JEAN-PAUL GOUTINES
ET NICOLAS DURET

*Président de la section grandes cultures de la FRSEA.

Fédération des producteurs de fruits

La gestion des risques en priorité

LES HECTARES de fruits ne seront pas dotés de DPU. Êtes-vous déçus ?

Bruno Dupont* : Nous avons demandé des DPU sur tous les hectares de fruits et légumes, par principe, puisque d'autres pays européens pratiquent ainsi. Mais pour la filière fruits, ce n'était pas la première priorité.

Quelle était votre priorité ?

C'est la question de la gestion des risques. Face aux aléas, avec le bilan de santé, nous avons obtenu une avancée très impor-

tante : celle de mettre en place un système de gestion des risques et un fonds de garantie sani-

taire. 140 millions d'euros pour un début, ce n'est pas si mal. Je pense que ces deux outils sont des instruments pertinents d'avenir qu'il conviendra de développer encore, en 2013, pour toutes les productions agricoles.

*Président de la Fédération régionale des producteurs de fruits.



Bruno Dupont.